



## DECLARATION

*La situation que traverse le pays est inquiétante à plus d'un titre. Pendant que les populations laborieuses souffrent de la politique désastreuse du régime de Wade, celui-ci mène son train de vie dispendieux et scandaleux. C'est pour cette raison que le Secrétariat du Rta-S a produit la déclaration qui suit.*

### I- SUR LE PLAN NATIONAL

#### **1-Concernant le camp de la Présidence de la République,**

Le Secrétariat note toute la fébrilité qui s'est fait jour dans le camp présidentiel avec la déclaration prématurée de candidature de Abdoulaye Wade, à plus de deux (2) ans des élections présidentielles, le rappel des troupes de sa mouvance battu de manière intempestive, les retrouvailles peu passionnées avec son fils putatif, l'élargissement incessant de son gouvernement plus que pléthorique dont le seul objectif est de « réélire Wade » comme le déclare tout haut M. Diagne Fada.

Les menaces brandies par son ministre conseiller aux affaires politiques, Sérigne Mbacké Ndiaye, pour enjoindre aux souteneurs de mieux s'engager au risque de connaître la prison après la défaite de Wade, viennent jeter une lumière vive sur la nature du compagnonnage liant le PDS et les partis courtisans de Wade. En plus de l'aveu qu'ils constituent, en termes que l'entourage de Wade est constitué de gestionnaires véreux, ces propos sonnent comme le mot d'ordre autour duquel ils vont se rallier « **Gestionnaires-souteneurs de tout acabit des politiques de Wade, unissez-vous pour éviter la prison !** ».

Par ailleurs, les tentatives de changement unilatéral du code électoral opérées de la manière que l'on sait par le Ministre de l'intérieur Bécaye Diop et la destitution par Wade du Président de la CENA (Commission Electorale Nationale autonome), en violation des textes qui régissent cet organe, renseignent sur la « folie électoral » qui s'est emparée de Wade et de son camp. Ce sont là des signes annonciateurs du déroulement d'un plan de hold-up électoral programmé.

Outre les mesures prises sur ce terrain du dispositif électoral, Wade et son équipe déclinent un certain nombre de promesses aussi faramineuses les unes que les autres : emplois en Banlieue, malgré la situation sinistre quasi-insoluble qui règne dans cette zone, mise en place d'une Radio-Télé panafricaine, et d'une radio Sopi, pendant que la Rts, sa propriété privée, fait face à des difficultés énormes pour payer les salaires de ses employés à temps. Que dire alors de l'attitude inqualifiable de Wade consistant à refuser à Youssou Ndour le démarrage de sa télé ?

Ces incohérences et errances apparentes résument à elles seules l'état de santé de la gouvernance Wadienne ! Mais aussi et surtout sa volonté de museler avant l'heure toute la presse indépendante capable de dévoiler ses manœuvres ourdies pour se faire réélire en 2012. C'est pourquoi il entend introduire dans le code électoral la disposition interdisant la publication des résultats des bureaux de vote avant 22h.

A ces manœuvres s'ajoutent celles consistant à dépenser sans compter l'argent du contribuable pour briser les résistances à ses appels à soutien, le budget prévisionnel d'un milliard et demi envisagé pour la fête de l'indépendance, les budgets importants réservés à la Présidence, la Primature et les départements gérés par son fils, les donations en argent à la confrérie mouride qu'il s'ingénie à domestiquer pour en faire un bouclier contre les réactions populaires que ne manqueront pas de provoquer ses politiques désastreuses.

*Le Secrétariat du Rta-S dénonce cette campagne avant l'heure qui paralyse le fonctionnement normal de l'Etat au profit de missions politiciennes de chasse aux voix avec la mobilisation des moyens de l'Etat (financiers et matériels). Il dénonce avec la même énergie le mépris affiché vis à vis des autres confrérie ou confessions, source de frustrations et de tensions sociales tout à fait inutiles.*

*En vérité tout cet activisme révèle au fond le grand désarroi et l'énorme doute qui se sont emparés de Wade et de ses souteneurs et qui tiennent au fait que Wade et son régime sont de plus en plus vomis par la population.*

## **2- Du côté des populations**

Pendant ce temps, les populations continuent de vivre les affres des politiques aveugles et meurtrières de Wade, avec la pénurie de certaines denrées de première nécessité (sucre, gaz, etc.) accompagnée de hausse non déclarée des prix de ces mêmes produits.

Dans le secteur de la justice, les greffiers renouvellent leur mot d'ordre de grève pour que soient respectés les accords signés avec l'ancien ministre de la justice et que leurs droits soient respectés.

Les personnels de la santé continuent de courir derrière le paiement de la dette due aux hôpitaux pour permettre un fonctionnement adéquat des structures de santé, le recrutement d'agents à hauteur des besoins exprimés pour faire face à la demande toujours grandissante des populations qui ont du mal à se faire soigner. C'est le cas à l'Hôpital de Grand-Yoff, à Abbas Ndao, etc.

Ne parlons pas de l'éducation où la pénurie d'enseignants dans le moyen secondaire comme dans le supérieur le dispute à la pénurie d'infrastructures jusqu'à l'université qui refuse cette année encore l'orientation de plusieurs milliers de bacheliers.

La campagne de commercialisation de l'arachide s'est ouverte sous de mauvais auspices, en dépit de la déclaration du gouvernement d'augmenter de 15 Fcfa le prix du kilogramme d'arachide qui passe à 165 Fcfa. En effet, d'une valeur estimée à 750 000 tonnes, cette année, la production arachidière risque de rester entre les mains des paysans à moins d'être bradée à vil prix (on fait cas de vente à raison de 125 F, 100 F ou même 90 Fcfa sur certains marchés) pour deux raisons au moins :

- la capacité de trituration de la Suneor qui ne dépasse pas 400 000 tonnes (celle-ci annonce du reste qu'elle ne pourra pas collecter plus de 300 000 t). En vérité, si la loi du marché fonctionne normalement, l'offre supérieure à la demande mettra une bonne part de cette production arachidière hors circuit.

-Il s'y ajoute, de l'avis même du CNCR, que les fonds de 13 milliards promis par le gouvernement bien que largement insuffisants, ne sont pas encore à ce jour injectés dans le circuit. Ainsi les paysans seront encore cette année laissés à la merci de spéculateurs véreux.

Dans les secteurs urbains, les ex-travailleurs de la Sidec comme ceux d'Ama-Sénégal réclament leurs droits. Ceux de la BCEAO regroupés dans le « Collectif Garmy » attendent depuis 1999 l'application de la décision de justice qui reconnaît leurs droits devant une direction sourde et bénéficiant de la complicité de l'Etat.

Les travailleurs d'Africamer ont eu recours à toutes les formes de lutte possibles et imaginables, jusqu'à une grève de la faim de 46 jours pour voir acquitter leurs salaires, sans jamais y parvenir.

Pendant ce temps Wade et son équipe dilapident les deniers publics dans des dépenses de prestige que rien en justifie : statue de la renaissance (14 milliards), dépenses diverses de l'Anoci (111 milliards), achat d'un terrain à New-York (14 milliards), etc.

## **3- Concernant camp de l'opposition**

Les forces organisées dans Bennoo Siggil Senegaal après avoir, à travers la mobilisation de leurs jeunes et de leurs femmes, mais aussi des populations dans leur large diversité, le 06 novembre dernier, administré une bonne leçon au pouvoir arrogant de Wade, renforcent leur cohésion quant à la lutte sur le terrain électoral contre les manœuvres du pouvoir, tout en tentant de réaliser leur unité dans la perspective des élections de 2012.

Cette réflexion alliée à une pratique de lutte sur le terrain démocratique contre toutes les agressions du pouvoir conjuguée avec la prise en charge des luttes multiformes des masses populaires partout elles se trouvent est le plus sûr moyen de construire un front de lutte au service des masses pour se défaire du régime de Wade.

Cette question de l'unité de l'opposition dans un large front uni patriotique la défaite de Wade et l'instauration d'un régime créant les conditions de refondation de la République est une question démocratique progressiste qui établit les bases d'une démarcation entre la réaction Wadiste d'orientation autocratique et les forces démocratiques de progrès se fondant sur les conclusions des Assises nationales et la Charte de gouvernance

démocratique. Cette unité de l'opposition dans Bennoo constitue l'espoir des masses laborieuses qui veulent en finir avec Wade et sa clique ; et elle doit être comprise et préservée pour sauver le pays.

Dès lors, il devient impératif pour toutes les forces de progrès de lutter pour le renforcement de cette unité autour d'un programme de transition pour se défaire de Wade, mettre en œuvre les conclusions des Assises, tout en répondant aux urgences populaires d'ordre social, économique, culturel.

Pour ce faire et garantir la réalisation de telles conclusions, il est tout aussi impératif que les forces politiques, sociales et économiques en dehors de Bennoo et actrices à part entière de ces conclusions s'impliquent d'une manière ou d'une autre dans la réalisation de ce large front populaire, capable à lui seul de briser les reins d'un régime aussi maffieux, aussi corrompu et aussi retors que celui de Wade.

Le sort du pays, le sort de la nation ne peut être de la responsabilité exclusive des forces politiques. Tous les citoyens et citoyennes sont concernés et doivent prendre en charge le débat et la lutte qui l'accompagne pour participer à l'émergence d'un front large dont les ramifications populaires seront une garantie pour souder les patriotes progressistes en un peuple des Assises Nationales mobilisé et debout comme un seul homme pour vaincre les forces de la réaction libérale et autocratique.

Dans cette perspective, les acteurs des Assises doivent œuvrer à la popularisation dans toutes les langues des conclusions auxquelles ils ont participé partout sur le territoire du pays, dans les départements, dans les villes et dans la diaspora sénégalaise. C'est la seule arme contre tout dévoiement possible du projet de refondation républicaine.

C'est pourquoi certaines pratiques décriées dans la gestion des collectivités gérées par Bennoo doivent être bannies. Qu'elles soient légales ou non, les pratiques d'assistance d'une partie des populations à l'exclusion des autres sont simplement inadmissibles. Elles rejoignent celles contre lesquelles les populations se sont toujours battues et contre lesquelles elles ont sanctionné la coalition Sopi, en mars 2009. Et l'on ne saurait se réfugier derrière sa culture pour justifier de telles pratiques.

Ce sont des pratiques du « Pàccoo » en rupture avec celles du « Péncoo » que rien ni personne ne peut justifier. Il faut éviter de reproduire des pratiques clientélistes tant dénoncées dans les gestions antérieures. La gestion démocratique, transparente au service des populations ne peut s'accommoder de tels agissements non conformes avec la charte de l' élu local adoptée par la conférence des Leaders de Bennoo.

Si les chefs des collectivités locales de Bennoo ne sont mus que par une volonté d'assistance des déshérités, ils doivent, en conformité avec le principe participatif des « conseils de quartiers » ou « Péc » et avec la collaboration des personnes compétentes en la matière comme les assistants sociaux, identifier les personnes nécessiteuses sur la base de critères objectifs consensuels et concertés.

**En conséquence, le Rta-S appelle tous les élus de Bennoo à s'en tenir à cette charte, seul gage de crédibilité et de respect de la volonté des populations pour pouvoir mériter de celles-ci un renouvellement de leur confiance pour diriger le pays demain.**

## **II- SUR LE PLAN INTERNATIONAL**

L'annonce faite par le Président américain, Obama, d'envoyer 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan pour un coût de 30 milliards de dollars au nom de la lutte contre le terrorisme doit inquiéter tout démocrate de ce pays.

Le monde est largement instruit de ce que son prédécesseur, Bush avait fait en Irak, sous le prétexte mensonger de lutter contre les armes de destruction massive détenues par Saddam Hussein. L'Irak a été détruit, pillé, ses puits de pétrole envahi, la division de ses peuples instaurés, le chaos installé durablement après que l'armée américaine eut bombardé et tué des centaines de milliers d'êtres humains.

Il est à croire que les peuples d'Afghanistan vont connaître les mêmes affres de la guerre et du chaos. Et avec la propagande des puissances impérialistes de l'OTAN, ce génocide va encore être couvert et légitimé. C'est inadmissible, car tous les spécialistes s'accordent à dire qu'après 8 ans d'occupation et de guerre sans

résultats, la résistance des peuples afghanes ne pourra pas être vaincue militairement et que l'armée américaine va vers l'enlèvement.

**Le Rta-S en appelle donc aux démocrates de ce pays et du monde pour dénoncer cette politique belliciste d'Obama et tous les actes barbares que vont poser ses alliés de l'Otan dans ce cadre sous son commandement.**

*Dakar le 27 décembre 2009*

*Le Secrétariat Politique*